

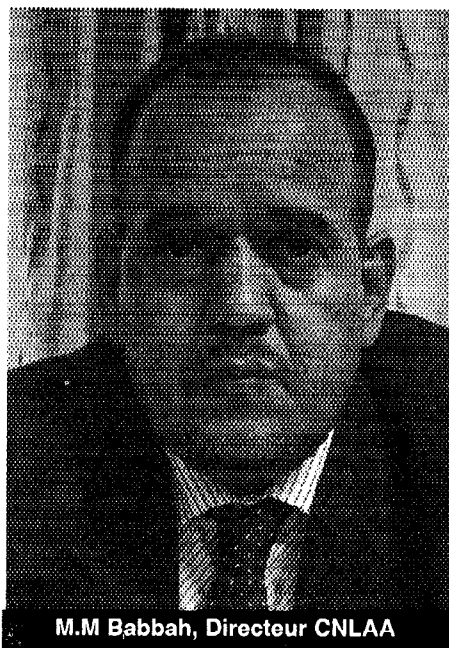
# L'expérience mauritanienne consacrée

*La dernière session extraordinaire du comité FAO de lutte contre le criquet pèlerin tenu à Rome du 29 novembre au 2 décembre 2004 avait pour objectif de faire la lumière sur la situation qui prévaut actuellement sur la scène de l'invasion acridienne.*

**L**a Mauritanie a été élue président du bureau de cette session extraordinaire en la personne de M. Mohamed Abdallahi Ould Babbah Directeur du Centre National de Lutte Anti-acridienne (CNLAA). La consécration pour cet ingénieur qui symbolise dans notre pays la lutte contre le péril acridien. Depuis 15 ans qu'il dirige ce centre, il a su accumuler au fil des ans une solide expérience et un savoir-faire qui en ont fait un éminent spécialiste de la question sur le continent et dans le monde. Pourtant, le CNLAA dispose de peu de ressources et vivait grâce à l'aide que lui concède la FAO. Malgré cela, ce centre a fait preuve d'une grande efficacité et constitue une structure incontournable dans la gestion du fléau acridien. Cette situation devait changer dans un avenir proche avec une certaine autonomie budgétaire qui lui sera accordée par l'Etat.

## Etat des lieux

Pour en revenir à cette session extraordinaire du comité FAO de lutte contre le criquet pèlerin, elle a été motivée par la situation d'urgence que connaissent l'Ouest et le Nord Ouest de l'Afrique. Les participants à la session extraordinaire ont eu droit à des exposés suivis de débats. Un tour d'horizon de la situation acridienne s'étalant sur la période allant de septembre 2003 à novembre 2004 ainsi que des prévisions ont été établies. La tendance actuelle est à l'accalmie bien que l'invasion des criquets pèlerins se poursuive en direction du Nord. Mais cette progression sera stoppée par la saison hivernale qui s'est installée dans les de l'Afrique du Nord. En ce qui concerne la Mauritanie, l'ampleur



M.M Babbah, Directeur CNLAA

de l'invasion et sa résurgence dépendra de la situation pluviométrique qui, si elle est bonne peut constituer des circonstances favorables à une éclosion larvaire et donc à l'aggravation de la situation. La session a permis également de passer en revue les mesures prises par les pays touchés notamment à travers les rapports détaillés présentés par les délégués de certains pays. Là l'accent a été mis sur le défaut de l'information relative à l'évolution des infestations sur le terrain qui ne parvenaient pas de façon exhaustive et adéquate à la FAO.

En ce qui concerne l'aide internationale, les délégués des pays sahéliens ont mentionné l'assistance bilatérale reçue durant la campagne d'été de la part des pays d'Afrique du Nord-Est. Mais ils ont souligné l'importance de l'appui des donateurs même si leur réponse a été jugée en général trop lente, tous les pays touchés les ont remercié pour l'assistance fournie. Il a été question aussi de l'évaluation des dégâts aux cultures présentées par une mission dépêchée à cet effet dans les pays touchés par l'invasion. Elle est arrivée à la conclusion que la production agricole d'ensemble dans les

neuf pays du CILSS devrait être proche de la moyenne sur cinq ans. Cependant, une évaluation de la situation pays par pays donne une vue plus contrastée de la situation. Le cas de la Mauritanie a été cité en exemple faisant état de plusieurs années de précipitations insuffisantes vécu par le pays et qui ont déterminé une faible production agricole ainsi que les dégâts considérables causés par le criquet pèlerin. Alors, la problématique qui reste posée pour les pays est de savoir quelle attitude adopter en vue de prévenir le fléau acridien. Maintenir un niveau élevé d'alerte requiert d'énormes moyens dont on ne dispose pas tous les pays. D'ailleurs, l'une des principales difficultés pour la FAO dans une éventuelle situation d'urgence était de trouver un juste équilibre entre donner l'alerte et pêcher par excès de prudence.

## Les recommandations

Après l'exposition de l'état des lieux de l'invasion acridienne à travers le monde, les participants ont formulé au bout de quatre jours de concertation certaines recommandations.

L'accent a été mis d'abord sur la nécessité pour les pays d'engager un dialogue avec le service d'information sur le criquet pèlerin chargé de cette question au siège de la FAO afin de s'assurer que des informations suffisamment précises ont été envoyées à l'organisation.

Pour ce qui est des mesures de traitement prises par les pays touchés, il a été vivement recommandé la remise sur pied du programme de la FAO dénommé Système de prévention et de réponse rapide contre les ravages et les maladies transfrontalières des animaux et des plantes (EMPRES) sous forme de programme de terrain et bénéficiant de l'appui des donateurs pour mieux faire face à toute situation. C'est pourquoi la FAO doit envisager selon les participants, la création d'un important fonds d'urgence susceptible de pouvoir servir dès le début d'une recrudescence, de telle sorte qu'une alerte précoce donne lieu à une réaction rapide. Une plus grande dimension devrait être accordée à la recherche axant sur l'amélioration des méthodes de prospection, évaluation de l'efficacité des

opérations de lutte et utilisation de techniques adaptées. Enfin pour tirer des leçons de ce qui s'est passé, des procédures d'évaluation, d'analyse et de suivi devront prendre en considération les enseignements tirés de la campagne qui a été menée.

Des recommandations somme toute importantes et dont l'application permettra sans nul doute de mieux faire face au péril acridien.

Mais cette session extraordinaire est un témoignage éloquent de l'expertise dont dispose la Mauritanie en matière de lutte contre les criquets pèlerins et une reconnaissance tacite des efforts menés par le pays pour faire face à ce fléau. A souligner que la délégation mauritanienne présente à cette session extraordinaire de la FAO comprenait l'ambassadeur Mauritanien en Italie M Ngam Yahya, Momme Ould Hmalla directeur de l'Agriculture et Mariem Mint Mohamed premier conseiller à l'Ambassade de Mauritanie en Italie.

**SYNTHÈSE BY**